Union syndicale Solidaires

Snabf Solidaires/ Alter / Snj / Snuccrf / Snupfen / Snui / Supper / Sui / Spasmet / Sud Rural Sud Ptt Sud Vpc Sud Fnac Sud Energie Sud Sud / Solidaires industrie / Solidaires douanes / Solidaires justice / Sud Culture Sud Sud Sud Sud Sud Sud Fpa / F.A. Environnement / Sud Minefi Sud Banques Sud Anpe Sud Aérien Sud Michelin Sud Trésor Sud Sud Sud Sud Insee Sud Sud Sud Cdc

Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14
contact@solidaires.org
www.solidaires.org

Nous n'avons pas à payer leur crise !

Partie des Etats-Unis, la crise financière s'est étendue au reste du monde et ce pour deux raisons. Tout d'abord, **tous les pare-feux qui auraient pu permettre de la contenir ont été détruits par la déréglementation financière** mise en œuvre par les gouvernements, aucune entrave n'étant plus mise à la libre circulation des capitaux. Ensuite, **la quasi totalité des institutions financières du monde ayant participé à la course spéculative engagée dans la finance**, aucun pays n'a été protégé de la déflagration.

Cette crise marque l'échec absolu de l'idéologie néolibérale et des politiques qui visent à confier au marché le sort de l'humanité. Si le sort de milliards d'êtres humains n'était pas en jeu, il serait réjouissant de voir ceux qui, comme Nicolas Sarkozy, Georges Bush et consorts, étaient des adorateurs béats de la libre concurrence, se transformer en apôtres de l'intervention de l'Etat. Mais ce changement de pied ne doit tromper personne. **Car s'ils décident que l'Etat intervienne, c'est pour sauver des intérêts privés suivant le précepte bien connu :** ***"socialiser les pertes et privatiser les profits"***.

Ainsi des milliers de milliards d'argent public, notre argent, sont aujourd'hui déversés sans mégoter pour sauver les banques alors qu'hier il était impossible de trouver le moindre sou pour répondre aux besoins sociaux.

Mais ce n'est pas tout. La crise financière a touché l'économie réelle, la récession est là avec son cortège de licenciements et le gouvernement est bien décidé à continuer à s'attaquer aux droits sociaux des salariés, que ce soit en matière de protection sociale ou de droit du travail. L'objectif du gouvernement et du patronat est de faire payer la crise aux salariés en prônant l'unité nationale pour essayer de faire passer la pilule.

La ficelle est un peu grosse. Les patrons et les actionnaires se sont gavés de dividendes, de cadeaux fiscaux de toutes sortes, de rémunérations démentielles avec, à la clef, des fortunes qui dépassent l'entendement. C'est à eux de payer leur crise. A nous de leur imposer nos exigences sociales. Plus que jamais, la mobilisation des salariés est à l'ordre du jour !